



Rural Evaluation **NEWS**

LETTRE D'INFORMATION DU HELPDESK ÉVALUATION EUROPÉEN POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

ÉVALUATION DES IMPACTS DES PDR EN 2019: COMMENT CHOISIR L'APPROCHE D'ÉVALUATION LA PLUS APPROPRIÉE?



Pourquoi devons-nous évaluer les programmes de l'UE?

L'efficacité, l'efficience et les impacts de chaque programme financé par l'UE sont évalués pendant et après la période de programmation, conformément au **cadre juridique de l'UE**.¹ Les résultats de l'évaluation sont en principe utilisés pour améliorer la conception et la mise en œuvre des politiques. Il est également dans l'intérêt des responsables politiques et du grand public de savoir si

l'argent est dépensé de manière raisonnable, s'il produit les résultats escomptés et si les interventions ciblent les bons bénéficiaires afin de mieux atteindre les objectifs politiques de l'UE. Le cadre juridique et le système commun de suivi et d'évaluation (SCSE)² constituent les fondements et offrent les éléments d'orientation pour l'évaluation des programmes de développement rural (PDR) et servent d'outil pour assurer la comparabilité des résultats de l'évaluation dans l'ensemble de l'UE et faciliter leur synthèse.



ACTUALITÉS

COMMUNIQUER SUR LES PROGRAMMES
DE DÉVELOPPEMENT RURAL

PAGE 7



BONNES PRATIQUES

SEPTIÈME ATELIER DE BONNES
PRATIQUES

PAGE 10



RETOUR AUX FONDAMENTAUX

MESURE DES IMPACTS DE LA PAC
PARTIE 2/3

PAGE 14

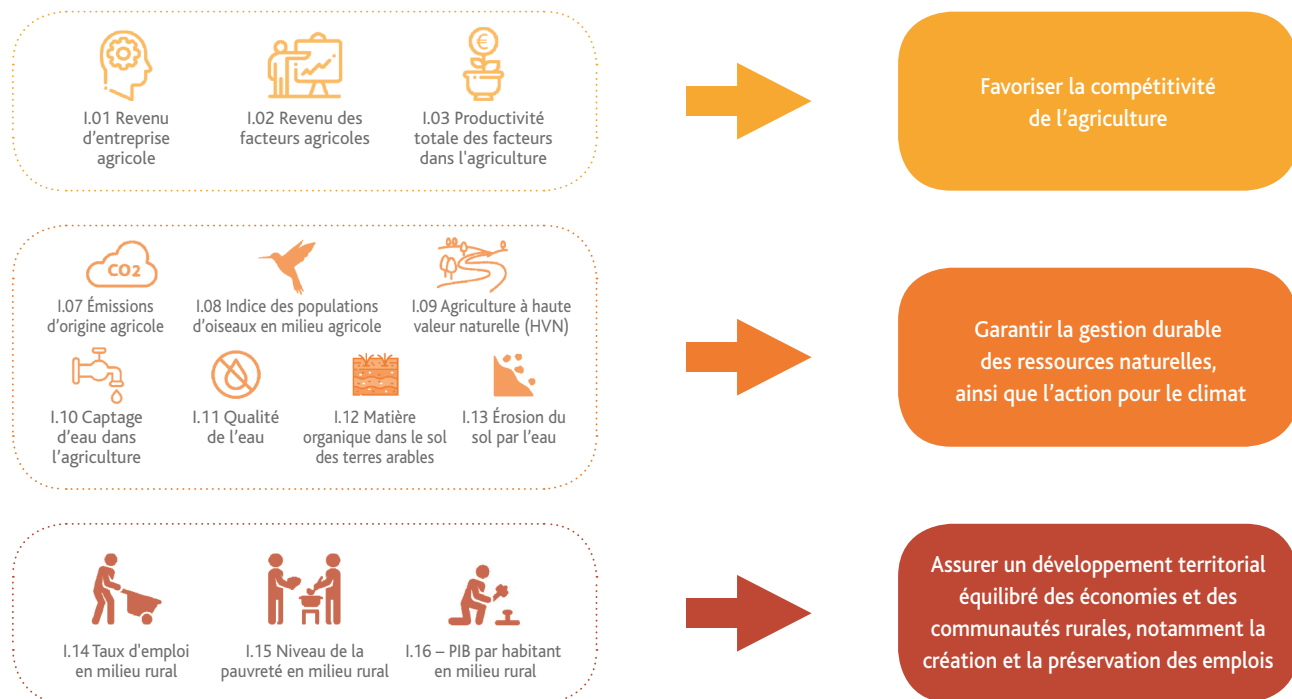


ÉVÉNEMENTS

CALENDRIER
QUOI DE NEUF?

PAGE 16

Indicateurs d'impact communs liés aux objectifs de la PAC



Comment mesurer les impacts de la politique de développement rural de l'UE?

La politique de développement rural de l'UE (deuxième pilier de la politique agricole commune) contribue aux trois objectifs généraux ci-dessus, qui sont mesurés au moyen de treize indicateurs d'impact communs de la PAC ainsi que des indicateurs supplémentaires éventuels définis par les États membres.

Quels sont les défis méthodologiques?

Les réalisations politiques et les impacts sur les zones rurales sont d'abord évalués à l'échelle des programmes de développement rural. À cette fin, les évaluateurs vérifient dans quelle mesure les objectifs politiques ont été atteints et si les impacts attendus (et non attendus) se sont matérialisés grâce aux programmes financés.

Les impacts d'une seule intervention politique ne peuvent cependant pas être observés directement. Des facteurs intervenants issus d'autres interventions peuvent faire qu'il soit difficile d'attribuer des impacts spécifiques à telle ou telle intervention. Les impacts réels des PDR sont estimés en comparant les résultats du PDR observé avec les résultats

qui se produiraient en l'absence de PDR. C'est ce que l'on appelle l'analyse contrefactuelle, qui permet d'attribuer au programme les changements observés dans les résultats (causalité).

Quelles données peuvent être utilisées?

Les données et les informations disponibles pour un exercice d'évaluation jouent un rôle clé dans le choix des méthodes d'évaluation. La disponibilité des données varie selon les PDR, les secteurs (agriculture, environnement, communautés rurales) et tout au long de la période de programmation.

La collecte des données de suivi des bénéficiaires des PDR est unifiée via les règlements d'exécution de la Commission et la base de données opérationnelle de chaque État membre. La situation concernant les données relatives aux entités (exploitations agricoles, communautés, entreprises, etc.) qui sont ciblées par les PDR varie cependant considérablement. Il en va de même pour la situation des données dans le large éventail des secteurs ruraux (agriculture, sylviculture, industrie alimentaire, environnement, communautés rurales, économies et personnes) qui devraient être couverts dans l'évaluation des impacts



des PDR. Dans le cas des PDR régionalisés, la disponibilité de données spécifiques peut être encore plus difficile. L'UE fournit des données et des bases de données (EUROSTAT, RICA³, LUCAS⁴, CORINE⁵, données de l'Agence européenne pour l'environnement, SIGC⁶, etc.) qui sont utiles pour l'évaluation des indicateurs d'impact communs. Toutefois, dans de nombreux cas, seules des données à l'échelle nationale sont disponibles, ce qui impose le recours à d'autres solutions pour combler les lacunes dans les données.

Les retards dans la fourniture des données requièrent des efforts supplémentaires de la part des évaluateurs pour filtrer et utiliser les sources de données existantes et pour collecter les données directement auprès des exploitations si nécessaire.

Les lacunes dans les données peuvent également résulter d'un faible degré de mise en œuvre des PDR. Cela peut être le cas si certaines mesures des PDR n'ont pas été suffisamment mises en œuvre ou si seul un petit nombre de projets ont été menés à bien; il est alors difficile de déterminer les modifications causées par l'intervention ou les interventions.

Qu'est-ce qui détermine le choix des approches d'évaluation?

En général, il existe un large éventail d'approches et de méthodes d'évaluation pour évaluer les impacts d'un PDR. Un examen attentif des données disponibles et de leur qualité devrait constituer le point de départ avant de prendre une décision sur l'approche et les méthodes d'évaluation à utiliser. Pour l'évaluation des impacts des PDR en 2019, le degré de mise en œuvre du PDR peut encore jouer un rôle important dans cette décision.

Les approches d'évaluation qui comprennent l'évaluation de la situation contrefactuelle (une comparaison entre la situation avec et sans PDR) exigent généralement des données solides et une évaluation quantitative et/ou qualitative avancée. Les données doivent être accessibles dans un format approprié, être de qualité suffisante, appartenir à une série chronologique et permettre à l'évaluateur d'élaborer la situation de référence pour les groupes participants et non participants. Ce sont là toutes les conditions préalables nécessaires pour vérifier si les différences observées dans les résultats entre les deux groupes sont dues au programme ou non.

Si des données sont disponibles pour les bénéficiaires et les non-bénéficiaires, les approches d'**évaluation quantitative** sont considérées comme le choix idéal et doivent être recherchées. Toutefois, ces approches exigent également des compétences et des capacités spécifiques dont les évaluateurs ont besoin, et des ressources suffisantes doivent être consacrées à l'évaluation si l'on veut qu'elles soient menées à bien.

Si des données manquent, il sera difficile d'appliquer bon nombre des méthodes quantitatives avancées. Dans ce cas, l'analyse statistique de comparaisons ad-hoc par paires ou l'utilisation de groupes de comparaison multiples utilisant la méthode de l'écart dans les différences, accompagnée d'une évaluation qualitative, ou de comparaisons quantitatives élémentaires sont toujours considérées comme un bon choix., en particulier pour l'évaluation des PDR en 2019.

Si aucun groupe de comparaison ne peut être établi, des **méthodes qualitatives** devraient être envisagées pour l'évaluation des impacts des PDR. La méthode d'évaluation de l'impact des programmes et des projets (MAPP) constitue un exemple de méthode qui facilite la collecte, auprès des bénéficiaires et des non-bénéficiaires, d'informations nécessaires à la réalisation d'une analyse contrefactuelle qualitative.

Si possible, les méthodes qualitatives ne devraient pas remplacer une évaluation quantitative, mais être utilisées pour compléter l'analyse quantitative afin de trianguler et de valider à nouveau les résultats. Avec des méthodes qualitatives, il peut être plus facile de recueillir des informations actualisées et de fournir un point de vue différent qui explique également pourquoi certains impacts se produisent.

Sélectionner les approches d'évaluation qui peuvent produire les preuves les plus solides pour juger de façon réaliste les impacts et les réalisations des PDR afin de répondre aux questions évaluatives communes dans le cadre du RAMO soumis en 2019 ou de l'évaluation ex post.

Comment choisir la meilleure approche dans chaque contexte?

Les modèles logiques⁷ sont des outils d'aide à la décision, qui peuvent aider les évaluateurs et les autorités de gestion à trouver l'approche d'évaluation la plus appropriée pour évaluer les réalisations et les impacts des PDR dans leur contexte. [ENVIEVAL](#) – un projet de collaboration dans le cadre du septième programme-cadre de l'Union européenne pour la recherche, le développement technologique et la démonstration – a élaboré et testé des modèles logiques pour l'évaluation des impacts environnementaux des mesures et programmes de développement rural dans les États membres de

l'UE.⁸ Il a constaté que les modèles logiques permettent une meilleure compréhension de:

- **POSSIBILITÉS:** quelles sont les combinaisons disponibles de données, d'indicateurs et de méthodes appropriées pour répondre aux questions évaluatives.
- **EXIGENCES:** quels indicateurs, données, méthodes et approches sont nécessaires pour évaluer les impacts nets et répondre aux questions évaluatives.
- **CONSÉQUENCES:** quelles incidences ont les décisions prises aux différentes étapes sur le coût et l'efficacité de l'évaluation.

Le modèle logique de la figure 1 montre en quatre niveaux les étapes qui mènent à une analyse cohérente des effets nets des PDR aux plans micro et macro:

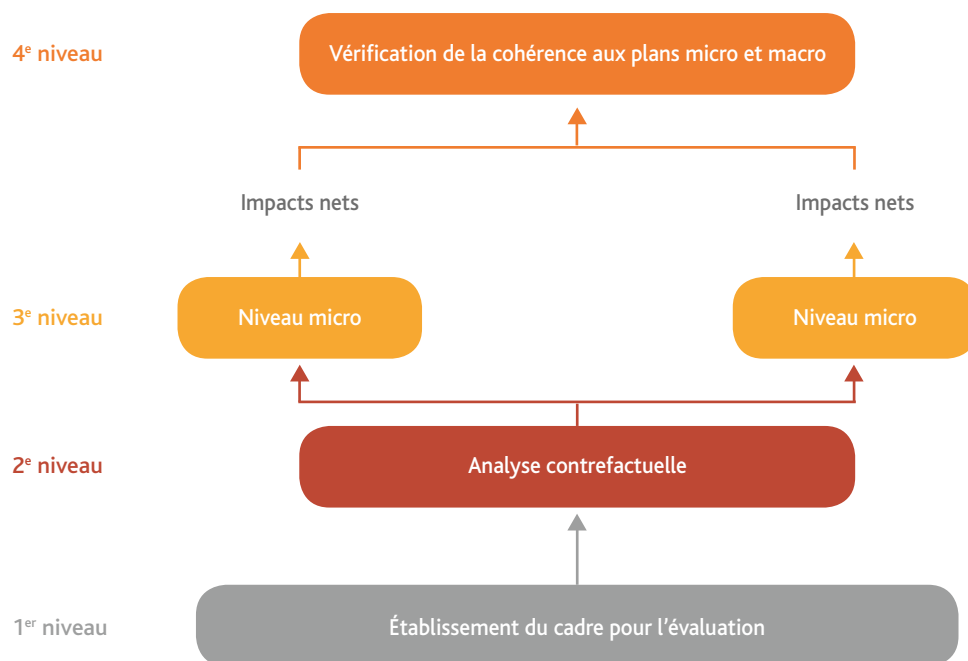
1^{er} niveau: Il est important de commencer par une bonne compréhension de la manière dont les objectifs généraux de la PAC sont liés aux questions évaluatives, aux indicateurs d'impact et aux priorités, domaines d'intervention et mesures connexes en matière de développement rural. Ceci peut être réalisé en dressant un tableau explicite des logiques d'intervention spécifiques. Par la suite, les liens entre les indicateurs d'impact et les indicateurs de résultats aideront à vérifier la cohérence de l'évaluation. À ce stade initial, il convient de choisir déjà l'unité d'évaluation et de préciser si l'évaluation sera menée au plan micro et/ou macro.

2^e niveau: Ici, les possibilités d'élaboration de l'analyse contrefactuelle sont examinées en tenant compte des données et des informations disponibles (voir Figure 2). Il est important de prendre en considération tout facteur contraignant (p. ex. faible disponibilité de données, contrats d'évaluation à court terme, capacité d'évaluation limitée) afin de déterminer non seulement les solutions optimales, mais aussi les solutions viables de deuxième choix. Un processus cohérent de caractérisation des méthodes éventuelles de conception d'une analyse contrefactuelle est important, même si des données font défaut.

3^e niveau: Les possibilités d'évaluation des impacts nets aux plans micro/macro doivent être affinées afin de réaliser une évaluation cohérente⁹. La transposition des résultats au plan micro peut servir de base à l'évaluation au plan macro si la méthode et le type de données recueillies le permettent. Lorsque les évaluations aux plans micro et macro se complètent, une vérification de la cohérence est nécessaire (voir 4^e niveau).

4^e niveau: Ici, la cohérence de l'analyse aux plans micro et macro est vérifiée. Cela permet de valider les résultats obtenus à chaque niveau.

Figure 1: Organigramme simplifié des niveaux d'un modèle logique

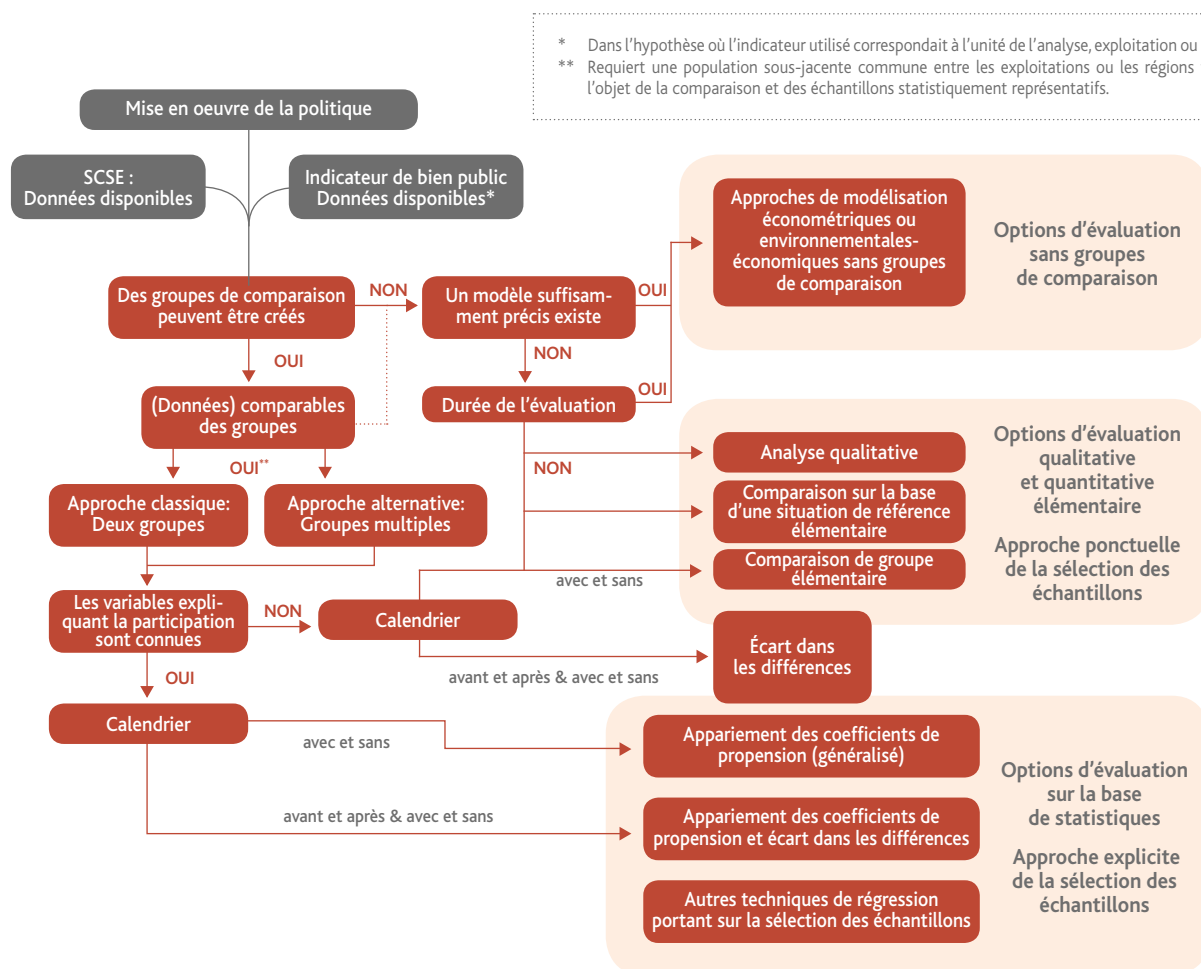


Source: Envieval (2015), modifié



Les modèles logiques sont des arbres de décision qui peuvent aider les parties prenantes à concevoir une approche d'évaluation (contrefactuelle) fondée sur les données, les informations et les ressources disponibles.

Figure 2 **Modèle logique (2^e niveau) visant à déterminer les possibilités de mise en place de l'analyse contrefactuelle**



Source: Envieval 2015

Soutenir les États membres dans l'évaluation de l'impact des PDR en 2019

Afin d'aider les États membres à réaliser l'évaluation en 2019, le [Helpdesk Évaluation](#) publie les [Lignes directrices non contraignantes: Évaluation des réalisations et de l'impact des PDR en 2019](#). Les lignes directrices indiquent **ce qui doit être évalué en 2019** et fournissent pour chacun des indicateurs d'impact communs de la PAC un **modèle logique** spécifique, qui servira à aider les autorités de gestion et les évaluateurs à trouver l'approche la plus appropriée en fonction de la disponibilité des données, des ressources et des besoins. Pour chaque indicateur, un exemple d'approche optimale et d'une deuxième meilleure option est présenté en détail. **Des fiches pour répondre aux questions évaluatives communes n° 22 - 30** seront également publiées pour compléter les lignes directrices. ■

Les lignes directrices seront disponibles sur la page web du Helpdesk Évaluation à la mi-août 2018.

1. Article 54 et article 56, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 1303/2013 2. Article 67 du règlement (UE) n° 1305/2013 et article 14, annexes IV, V, VI et VII du règlement (UE) n° 808/2014 3. Réseau d'information comptable agricole. 4. Enquête statistique aréolaire sur l'utilisation/l'occupation des sols. 5. Base de données CORINE sur l'occupation des sols. 6. Système intégré de gestion et de contrôle. 7. [Envieualp 2015](#) 8. Morkenas Z, Navickas K, Gulbinas J, Jefanovas A, Schwarz G, Wolff A, Offermann F, Osterburg B, Aalders I, Miller D, Morrice J, Vlahos G, Smyrniotopoulou A, Artell J, Aakkula J, Toikkanen H, Povellato A, Longhitano D, Lasorella V, Balazs K, et al (2015) : Methodological Handbook for the evaluation of environmental impacts of RDPs: Rapport D9.5, projet ENVIEUALP (convention de subvention n° 312077). Bruxelles : Commission européenne, p. 152 9. Les étapes de l'évaluation nette des impacts des PDR sont décrites dans les **Lignes directrices pour l'évaluation ex post des PDR** menés sur la période 2007-2013, dans les sections 4.2.3 et 4.2.4.



COMMUNIQUER SUR LES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT RURAL

L'atelier du [REDR sur la communication du RRN](#), qui s'est tenu le 1^{er} juin 2018 à Prague (République tchèque), visait à réunir les représentants des USR chargés des activités de communication à l'appui de la politique de développement rural dans l'ensemble de l'UE afin de faciliter l'échange de connaissances et d'expériences, de partager les bonnes pratiques et d'encourager les initiatives conjointes pour une communication plus efficace. Des exposés ont été présentés par des USR de l'ensemble des États membres ainsi que par des experts en communication externe. Cet atelier a été organisé conjointement par le point de contact du REDR et le réseau rural national tchèque.

Améliorer la communication en matière d'évaluation

L'évaluation vise essentiellement à assurer la transparence pour les citoyens et à faire en sorte que les fonds soient dépensés de manière efficace. Pour les groupes d'action locale (GAL), les agriculteurs et les bénéficiaires, cela signifie montrer aux autorités de gestion et au public que ces projets contribuent de manière positive à la réalisation des objectifs et des priorités de l'UE.

Bien que cet atelier n'ait pas été directement axé sur l'évaluation, les principes et les exemples qui en sont issus peuvent constituer une source d'apprentissage et d'inspiration pour améliorer les activités de communication liées à l'évaluation.

Trois grands principes ont été établis lors de l'atelier afin de communiquer plus efficacement avec les parties prenantes:

1. **Atteindre votre public; via**
2. **Des voies innovantes; avec**
3. **Des contenus attrayants.**

Avec qui essayez-vous de communiquer? Qu'essayez-vous de leur dire? Pour l'évaluation, ces groupes cibles sont probablement les autorités de gestion, les GAL, les responsables politiques et éventuellement le grand public. Les outils de communication que vous utilisez pour atteindre ces groupes seront essentiels pour vous assurer qu'ils reçoivent le message que vous essayez de transmettre. Il pourrait s'agir de présenter une section d'évaluation spécifique sur site web du RRN afin de mieux atteindre les GAL et d'autres bénéficiaires locaux ou de rédiger une version résumée et facile à lire des résultats d'évaluation à publier dans un journal ou à présenter à la radio pour les agriculteurs et le grand public. La clé est que vous devez trouver des moyens efficaces pour atteindre votre public.

**« L'histoire la plus puissante
est une histoire personnelle! »**

Václav Strnadel (Azteka)

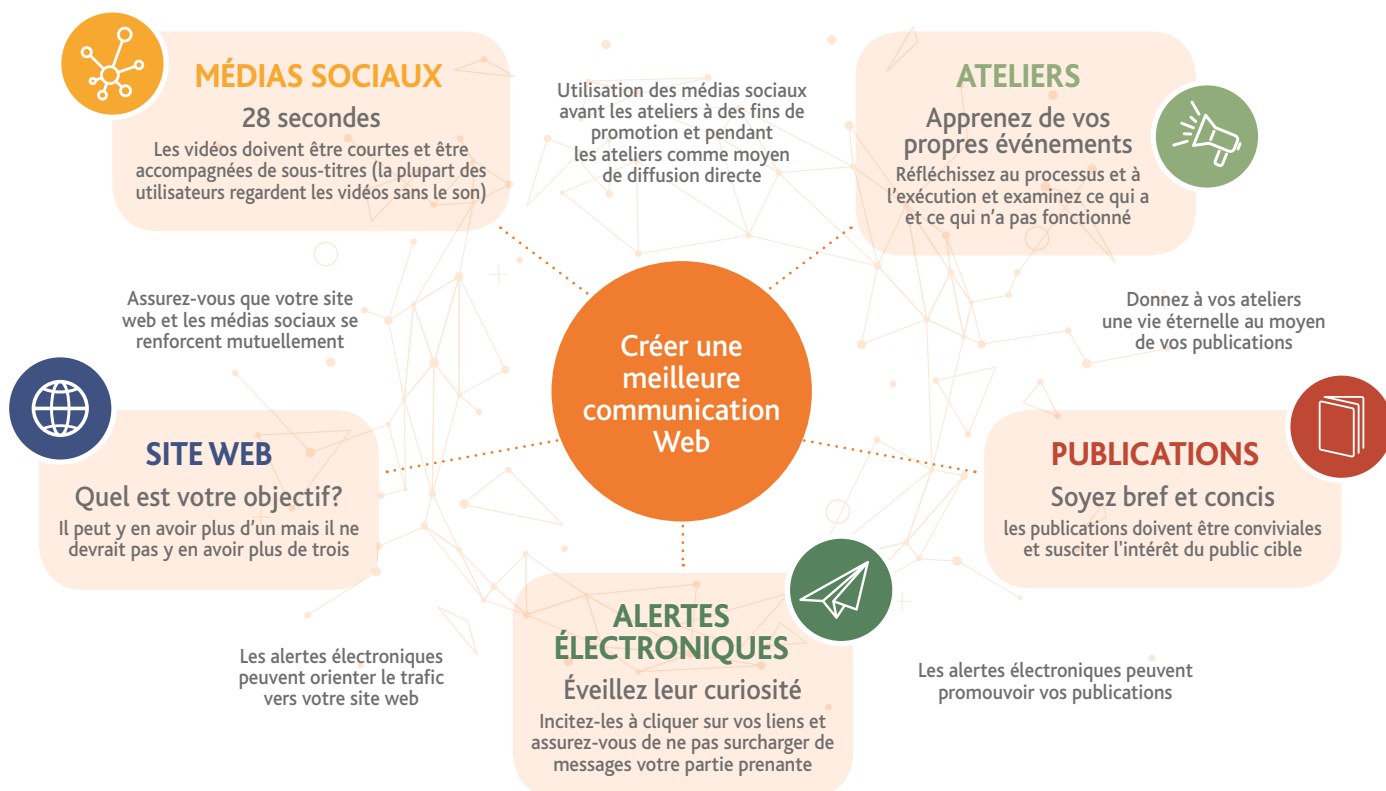




Lorsque vous communiquez sur l'évaluation, il est essentiel de vous assurer que les personnes et les organisations avec lesquelles vous essayez de communiquer comprennent pourquoi ces informations leur sont précieuses et comment elle ont une incidence sur leur situations respectives. L'utilisation de moyens innovants et de contenus attrayants ne signifient pas nécessairement de n'utiliser que les derniers médias sociaux ou de réaliser des infographies très attrayantes, mais de se connecter aux groupes que vous ciblez en utilisant des outils et des moyens de communication inventifs.

Créer un meilleur site web de communication

L'atelier a permis de formuler de nombreuses recommandations sur la façon d'utiliser efficacement les différents moyens de communication; elles peuvent être résumées comme suit. En définitive, quels que soient les outils de communication choisis ou les groupes cibles à atteindre, une approche intégrée devrait être envisagée pour toutes les activités de communication, car de nombreux outils offrent des synergies uniques et peuvent créer des effets multiplicateurs qui permettent d'atteindre les parties prenantes de manière plus efficace et efficiente. ■





PRÉPARATION D'UN MANUEL
SUR L'ÉVALUATION DES GAL



SECTION ÉVALUATION SUR LE
SITE WEB ET ATELIER SUR
L'ÉVALUATION POUR LES GAL.



PRÉPARER DES VIDÉOS SUR
L'ÉVALUATION EN VUE DE
L'ÉVALUATION DU GAL/LEADER

Sélection des activités de communication des RRN sur l'évaluation



GROUPE DE TRAVAIL SUR
LEADER EVALUATION DES GAL
ET SOUTIEN AUX GAL POUR
PARTICIPER AUX ATELIERS LIÉS
À L'ÉVALUATION.



SECTION D'ÉVALUATION SUR
LE SITE WEB AINSI QU'UN SOUTIEN
PAR LE BIAIS D'ATELIERS, D'OUTILS
ET D'ACTIVITÉS DE RENFORCEMENT
DES CAPACITÉS.



GROUPE FACEBOOK POUR LES
GAL OÙ ILS PEUVENT DISCUTER
DE L'ÉVALUATION ET PARTAGER
LEURS EXPÉRIENCES.



SEPTIÈME ATELIER DE BONNES PRATIQUES: MONTRER LA VALEUR AJOUTÉE DE LEADER/CLLD PAR L'ÉVALUATION

Le septième atelier de bonnes pratiques, qui s'est tenu les 17 et 18 mai 2018 à Helsinki (Finlande), a été organisé en collaboration avec le réseau rural finlandais, le ministère de l'agriculture et de la sylviculture et le Helpdesk Évaluation. L'atelier a rassemblé 68 personnes, y compris des autorités de gestion, des réseaux ruraux nationaux (RRN), des groupes d'action locale (GAL), des évaluateurs, des universitaires et des membres de la Commission européenne représentant 22 États membres.



L'objectif de l'atelier était d'élaborer une compréhension et une définition communes de la valeur ajoutée et de ses liens avec le mécanisme et la méthode de mise en œuvre de LEADER/CLLD (développement local mené par les acteurs locaux).

Des arbres conceptuels élaborés collectivement, qui incluaient les expériences des participants et des exemples de la valeur ajoutée de LEADER/CLLD ont révélé un lien manifeste avec les sept principes de la méthode LEADER (par exemple, partenariat, approche multisectorielle, approche ascendante). L'atelier a confirmé la conclusion selon laquelle, lorsqu'elle est correctement appliquée, la méthode LEADER peut conduire à une valeur ajoutée exprimée par l'amélioration du capital social, de la gouvernance et des résultats et impacts. Toutefois, il a été

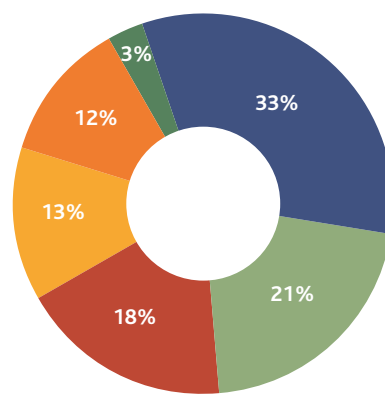
constaté que chaque pratique d'évaluation n'est pas strictement liée à une forme unique de valeur ajoutée et que, pour éviter le risque d'une simplification excessive de l'analyse, l'évaluation devrait être abordée d'un point de vue systématique.

Des exemples concrets issus d'[Italie](#), d'[Allemagne](#) et du [Danemark](#) ont été présentés et ont facilité les discussions sur l'objet de l'évaluation et les moyens d'évaluer la valeur ajoutée de LEADER/CLLD tant à l'échelle des PDR que des GAL. L'importance de comprendre les éléments d'évaluation et la façon dont ils sont liés les uns aux autres a été perçue comme un important tremplin pour mieux saisir la valeur ajoutée de l'évaluation et aider les GAL à mieux comprendre ce qu'ils peuvent attendre de l'évaluateur.



Établir la relation entre les éléments

Il est important que la question évaluative, les critères de jugement et les indicateurs soient tous élaborés pour le même niveau d'analyse (impacts, résultats ou réalisations). De plus, il est essentiel d'établir une distinction entre les questions évaluatives, celles axées sur la mise en œuvre de LEADER et celles liées aux résultats de LEADER. Enfin, les indicateurs d'évaluation de la valeur ajoutée de LEADER doivent être simples, spécifiques et surtout mesurables.



- AUTORITÉS DE GESTION
- GAL, RÉSEAUX DE GAL
- ÉVALUATEURS, CHERCHEURS
- NIVEAU DE L'UE
- RÉSEAUX RURAUX NATIONAUX
- ORGANISMES PAYEURS

Des «feuilles de route» ont été établies pour les différents groupes de parties prenantes (GAL, autorités de gestion, organismes payeurs, RRN, évaluateurs et chercheurs) qui précisent les éléments clés qui conduiront à une évaluation réussie de la valeur ajoutée de LEADER/CLLD. Ces «feuilles de route» ont défini les principaux jalons (ce qui doit être fait pour une évaluation réussie), (les difficultés qui doivent être surmontées) et les facteurs de succès.

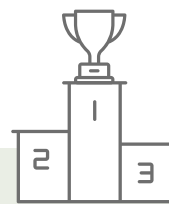
Les résultats de l'atelier de bonnes pratiques ont fourni des leçons clés sur la façon de relier conceptuellement le cadre théorique aux expressions pratiques de la valeur ajoutée, et sur la façon de mettre en place et de gérer l'évaluation de la valeur ajoutée de LEADER/CLLD. ■



Envoyer vos questions à:

info@ruralevaluation.eu





Établissement de l'objectif et du plan d'évaluation

- Absence de dialogue fondé sur le partenariat entre les autorités de gestion, les GAL et les évaluateurs.
- Objectifs contradictoires entre les acteurs à différents niveaux de gouvernance.
- Manque de clarté des rôles entre les parties prenantes de l'évaluation.
- Bureaucratie et procédures inflexibles.
- Manque d'évaluateurs qualifiés dans le GAL et budget limité pour attirer des évaluateurs qualifiés.
- Mandat peu clair et règles de passation de marchés publics difficiles pour l'évaluation des appels d'offre.

- Élaborer un cadre commun entre les parties prenantes afin de démontrer les effets de LEADER/CLLD.
- Participation positive des parties prenantes au processus d'évaluation.
- Relations constructives entre les GAL, les autorités de gestion et les évaluateurs.
- Clarté des rôles dans le soutien aux GAL dans l'évaluation de LEADER/CLLD.

Établir le cadre conceptuel

- Certains concepts sont difficiles à définir avec des indicateurs mesurables.
- Il est difficile de déduire la valeur ajoutée de LEADER des autres interventions et impacts.
- Faible degré de priorité pour cette question: davantage d'intérêt pour d'autres mesures du PDR.
- Différents intérêts et attentes parmi les parties prenantes.
- Flux d'information inefficace et vague (REDR - autorités de gestion - RRN - GAL).

- Compréhension commune des questions et des cadres de l'évaluation.
- Pressions politiques et sociales pour légitimer le financement.
- Communication satisfaisante, réunions régulières avec les autorités de gestion, les GAL et autres (ex.: réseaux informels).
- Accès aisé et transparent aux informations.

Élaborer les éléments de l'évaluation

- Manque de données fiables pour recueillir des informations.
- Manque de systèmes de collecte de données.
- Qualité insuffisante du système d'évaluation (cadre).

- Établissement d'un cadre logique clair des objectifs, critères et indicateurs.
- Collaboration précoce entre les GAL, les autorités de gestion et les évaluateurs.
- Participation des acteurs/évaluateurs externes.
- Systèmes informatiques de collecte des données efficaces/intelligents/simples.
- Évaluation mise en place comme un processus continu d'amélioration du système de qualité.

Réaliser l'évaluation

- Manque de temps disponible pour le personnel des GAL.
- Systèmes informatiques inadéquats pour le suivi et l'évaluation.
- Faible niveau de mise en œuvre.
- Connaissances et capacités des autorités de gestion, des évaluateurs, etc.

- Soutien en temps utile aux GAL de la part des autorités de gestion et des RRN.
- Systèmes informatiques efficaces pour la collecte de données.
- Non seulement les bases de données statistiques mais aussi les ateliers/groupes de discussion avec différentes parties prenantes pour l'interprétation.

Diffusion des conclusions et suivi

- Motivation et appropriation.
- Acceptation des conclusions et recommandations.
- Cibler les personnes adéquates.

- Validation des résultats en coopération.
- Disposition et ouverture à l'apprentissage.



Conceptuel

- La valeur ajoutée peut être observée via de nombreuses dimensions interconnectées. Par conséquent, chaque pratique d'évaluation n'est pas strictement liée à une forme particulière de valeur ajoutée (ex.: l'évaluation du capital social est intrinsèquement liée à la gouvernance locale). La valeur ajoutée de LEADER en ce qui concerne l'amélioration des résultats peut n'apparaître qu'à long terme et, par conséquent, il peut être difficile d'évaluer des résultats concrets à court terme. L'évaluation de la valeur ajoutée doit être analysée d'un point de vue systématique.
- Dans l'évaluation de la valeur ajoutée de LEADER/CLLD, il est important d'examiner les liens entre la méthode LEADER, et les résultats de LEADER.

Méthodologique

- L'élaboration des questions évaluatives, des critères de jugement et des indicateurs contribue à centrer l'évaluation et permet de mieux comprendre ce qui peut être attendu de l'évaluation.
- L'hypothèse selon laquelle la méthode LEADER débouche sur de meilleurs résultats à long terme peut être éprouvée au moyen d'une approche contrefactuelle; les difficultés sont néanmoins nombreuses (ex.: disponibilité des données, absence de domaines/groupes de contrôle sans l'application de la méthode LEADER). Pour l'évaluation de la valeur ajoutée de LEADER/CLLD, des méthodes quantitatives, telles que l'analyse des réseaux sociaux, ainsi des méthodes heuristiques et discursives (ex.: observations, entretiens et groupes de discussion) peuvent aider à comprendre la dynamique du changement et à comparer cette dynamique à des situations contrefactuelles hypothétiques.
- L'évaluation de la valeur ajoutée de LEADER/CLLD peut suivre une approche inductive ou déductive, ou une combinaison des deux. Il n'existe pas d'approche appropriée à toutes les situations.

Gestion et gouvernance

- L'évaluation de la valeur ajoutée peut être réalisée via une auto-évaluation des GAL ou par l'intermédiaire d'un évaluateur indépendant. Une combinaison des deux est également possible. Indépendamment de la structure de l'évaluation, il est important de veiller à ce que les acteurs concernés participent tout au long de la validation des conclusions.
- La planification précoce des activités d'évaluation est considérée comme l'un des principaux facteurs de réussite pour l'évaluation de la valeur ajoutée de LEADER/CLLD. Les autorités de gestion du PDR peuvent harmoniser, coordonner et faciliter les activités d'évaluation au sein des GAL en établissant des procédures, en fournissant des modèles communs, en créant des bases de données opérationnelles pour les GAL et en définissant des instructions spécifiques pour la collecte des données à l'échelle du projet.
- Les GAL ont besoin de soutien et d'incitations pour mener des activités d'évaluation supplémentaires pour l'évaluation de la valeur ajoutée de LEADER, ce qui va au-delà des exigences minimales établies par le règlement de l'UE. Différents types de soutien de la part des autorités de gestion, des réseaux ruraux nationaux, des évaluateurs et des chercheurs sont essentiels. Lignes directrices méthodologiques, telles que celles élaborées par le Helpdesk Évaluation: Lignes directrices: [Évaluation de LEADER/CLLD](#) et Manuel de Farnet pour [GAL et GALPA: L'évaluation du CLLD](#) peut comprendre des éléments de base constructifs pour la gestion des activités d'évaluation.



RETOUR AUX FONDAMENTAUX: MESURE DES IMPACTS DE LA PAC - PARTIE 2/3

Évaluation de l'impact du pilier II de la PAC sur la gestion durable
des ressources naturelles et l'action climatique

Pourquoi les impacts de la PAC sur l'environnement sont-ils évalués?

L'Union européenne est depuis longtemps un ardent défenseur de la prévention des changements climatiques dangereux et s'est engagée, tant à l'échelle internationale qu'au sein de l'Union, à s'attaquer à ces effets négatifs et à donner l'exemple à l'échelle mondiale. C'est pourquoi une politique ambitieuse a été mise en place spécifiquement en réponse aux défis environnementaux, de la production accrue d'émissions de GES et d'ammoniac issues de l'agriculture intensive au déclin de la biodiversité et à la dégradation des paysages.

Que faut-il évaluer?

Sept indicateurs d'impact communs permettent d'évaluer l'impact des politiques de l'UE sur l'utilisation des ressources naturelles et les actions climatiques.¹

Comment l'évaluation est-elle réalisée?

Conformément à la situation des données, des approches d'évaluation très différentes pour le calcul et la compensation des valeurs des indicateurs d'impact communs liés à l'environnement peuvent être applicables.







La PAC vise à **assurer la gestion durable des ressources naturelles et à contribuer aux actions climatiques** au moyen d'un certain nombre d'instruments des piliers I et II de la PAC, et les États membres sont tenus de démontrer leurs réalisations et impacts sur la gestion durable des ressources naturelles et les actions climatiques tout au long de la période de programmation.

Deux approches quantitatives différentes seront recommandées dans les prochaines **lignes directrices - Évaluation des réalisations et des impacts du PDR en 2019** - et peuvent être appliquées pour calculer et déterminer les valeurs de ces sept indicateurs d'impact communs.²



Quelles peuvent être les difficultés et les solutions éventuelles?

L'estimation des indicateurs environnementaux et la compensation des effets des PDR est un exercice difficile pour de nombreuses raisons:

DIFFICULTÉS		SOLUTIONS
 <p>Disponibilité des données pour différents indicateurs environnementaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> • <i>L'offre de données varie considérablement d'un indicateur à l'autre. Par exemple, un manque de données actualisées à l'échelle nationale ou régionale pour la matière organique du sol et le bilan brut des substances nutritives.</i> • <i>Utiliser les données disponibles provenant de diverses sources qui rendent compte du même indicateur ou utiliser des indicateurs supplémentaires (indirects).</i> 	
 <p>Établissement d'une analyse contrefactuelle pour l'évaluation des effets environnementaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> • <i>L'hétérogénéité de l'environnement biophysique représente un défi lors de la conception de l'analyse contrefactuelle. De nombreux processus environnementaux sont spécifiques aux caractéristiques du site et de l'exploitation et peuvent avoir une incidence imprévisible sur l'intervention.</i> • <i>Tenir compte de l'hétérogénéité de l'environnement en utilisant diverses cartes géophysiques et biophysiques ou des données de surveillance.</i> 	
 <p>Les effets des PDR sur l'environnement peuvent être difficiles à appréhender</p>	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Certains impacts environnementaux se développent très lentement et ne produisent pas de changements observables et manifestes au cours du cycle de vie d'un PDR (p. ex. pour l'érosion du sol ou l'enrichissement de la matière organique du sol).</i> • <i>Ne vous attendez pas à trouver des impacts quantitativement significatifs, mais effectuez tout de même l'exercice d'évaluation dans le but de révéler un éventuel poids mort.³</i> 	
 <p>L'extrapolation des microestimations à l'échelle macro-économique devrait être effectuée avec prudence</p>	<ul style="list-style-type: none"> • <i>De nombreux «problèmes environnementaux» sont concentrés dans une certaine zone et ne sont pas dispersés sur le territoire du PDR (par exemple, la pollution de l'eau et les captages d'eau, l'érosion et la dégradation des sols, les menaces pour la biodiversité, etc.).</i> • <i>Effectuer une vérification minutieuse de l'uniformité aux plans micro et macro et interpréter les résultats de façon approfondie.</i> 	

1. <https://ec.europa.eu/agriculture/sites/agriculture/files/cap-indicators/impact/impact-indicators-fiches.pdf>

2. Sous réserve de la disponibilité et de la qualité des données dans les États membres/régions.

3. Une description figure dans les [Lignes directrices pour l'évaluation ex post](#) des PDR menés sur la période 2007-2013, section 4.2.3.



CALENDRIER – QUOI DE NEUF?

- **DE – 14-15 juin 2018 – Groupe de travail de la société allemande d'évaluation: «Politiques structurelles»:** Réunion de printemps du groupe de travail «Politiques structurelles» de la société allemande d'évaluation (DeGEval) pour la conception future des fonds structurels et le rôle de l'évaluation, de la conception de l'évaluation et des évaluations: premières expériences avec le plan d'évaluation. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **DE – 12-14 septembre 2018 – 21^e réunion annuelle de la société allemande d'évaluation: «Orientation et évaluation de l'impact»:** La demande d'une orientation axée davantage sur l'impact a pris de l'importance dans divers contextes au cours des dernières années. La 21^e réunion annuelle de la société d'évaluation veut donc offrir un forum pour discuter des différentes interconnexions entre l'orientation et l'évaluation de l'impact. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **EL – 1-5 octobre 2018: 13^e Conférence biennale de la Société européenne d'évaluation (EES):** Évaluation pour l'édification de sociétés plus résilientes. Quel rôle joue l'évaluation dans la compréhension des multiples crises actuelles? Quelles sont nos réponses collectives? Comment l'évaluation peut-elle contribuer à renforcer la résilience des sociétés? La conférence offrira les possibilités traditionnelles d'échange de points de vue sur l'évaluation des politiques, des capacités, des systèmes, de la recherche, des méthodes, de la communication et de l'utilisation. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **ES – 25-27 octobre 2018 – Étude des nouveaux horizons statistiques à l'intersection de la science de l'enquête et des mégadonnées:** La conférence offre la possibilité de se pencher sur le changement de paradigme actuel en ce qui concerne le mode de production, d'analyse et d'utilisation des statistiques par les chercheurs. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **PL – 24-25 octobre – Atelier de bonnes pratiques sur l'évaluation socio-économique et liée aux secteurs des impacts du PDR en 2019:** Organisé par le Helpdesk Évaluation et l'autorité de gestion polonaise. Cet atelier de bonnes pratiques permettra aux autorités de gestion, aux organismes payeurs, aux RRN, aux représentants des GAL, aux fournisseurs de données et aux évaluateurs d'examiner les différentes méthodes d'évaluation des impacts pour l'évaluation en 2019. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **BE – 11 décembre – Assemblée des réseaux ruraux** [Pour en savoir plus >>>](#)

 Que se passe-t-il dans VOTRE État membre ?

Partager les événements en rapport avec l'évaluation en envoyant un courrier électronique à info@ruralevaluation.eu

Le Helpdesk Évaluation travaille sous la supervision de l'Unité C4 (Suivi et Évaluation) de la direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne.

Le contenu de cette lettre d'information ne reflète pas nécessairement le point de vue officiel de la Commission européenne.

Helpdesk Évaluation européen pour le développement rural

BE-1040 Bruxelles, Boulevard Saint Michel 77-79 (Métro Montgomery/Thieffry) E-mail: info@ruralevaluation.eu •

Site web: <http://enrd.ec.europa.eu/evaluation/> • Tél. +32 2 737 51 30 • Équipe éditoriale: Valérie Dumont, Myles O. Stiffler, Hannes Wimmer • Graphisme: Karott' SA • Collaborateurs: Joanna Kiszko, Valdis Kudins, Myles O. Stiffler, Jela Tvrdonova, Hannes Wimmer